



Edito

Une réforme pleine de dangers

Est-ce vraiment nécessaire de réformer le système des paiements directs ? Contrairement au Conseil fédéral qui vient d'accepter un rapport dans ce sens, nous disons clairement non au projet proposé. Ce dernier est issu principalement des technocrates de l'Office fédéral de l'agriculture, qui pour la forme et dans la tradition bien suisse s'est adjoint le concours d'une commission alibi. Sous une terminologie politiquement correcte et à la mode qui a pour nom entretien du paysage rural, sécurité d'approvisionnement, biodiversité et bien-être de l'animal, le nouveau système proposé fixe des principes pas erronés en soi, mais qui comportent pour le moins quatre dangers pour l'agriculture, à savoir :

- favoriser une agriculture extensive et écologique au détriment d'une agriculture productive
- renforcer le critère de la surface pour les paiements, avec des effets collatéraux au niveau du prix des terres et du frein à la mobilité
- ouvrir la guerre au sein de l'agriculture en ce qui concerne l'attribution et la répartition des moyens financiers
- entraîner une diminution du futur crédit-cadre pour les paiements directs à partir de 2012.

Le système actuel n'est certainement pas parfait. Mais il a fait ses preuves, il est accepté par les agriculteurs et aussi, n'en déplaît à l'OFAG, par la population. Des corrections ponctuelles sont toujours possibles si nécessaire. Changer, c'est rouvrir le débat agricole au sens large et l'agriculture n'en sortira pas indemne.

Décidément, la Suisse n'est pas un pays comme les autres : on change ce qui fonctionne et on ne change pas ce qui ne fonctionne pas !

Walter Willener

AGORA